

Brochure n° 3372 | Convention collective nationale

IDCC : **3090** | **SPECTACLE VIVANT**
(Entreprises du secteur privé)

Avenant du 24 novembre 2020

à l'avenant du 6 septembre 2017
relatif à la révision de la convention collective (article 7.3)

NOR : ASET2150199M

IDCC : 3090

Entre l' (les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

SNES ;
PRODISS ;
SMA ;
FSICPA ;
Scènes,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

SNAPAC CFDT ;
SFA CGT ;
SNAM CGT ;
SYNPTAC CGT ;
SAMUP ;
FCCS CFE-CGC ;
SNAPSA CFE-CGC ;
FASAP FO ;
F3C CFDT ;
SNACOPVA CFE-CGC ;
SN2A FO ;
FNS,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Par un avenant du 6 septembre 2017, les parties signataires ont inséré un nouvel article 7.3 aux clauses communes de la convention collective nationale des entreprises du secteur privé

du spectacle vivant (IDCC n° 3090) intitulé « Article 7.3 “CDD d’usage – liste des emplois” de la branche des entreprises du secteur privé du spectacle vivant ».

Cet avenant a été étendu le 17 février 2020 (avis relatif à l’extension publié au *Journal officiel* du 25 février 2020).

Article 1^{er} | **Objet**

Le présent avenant de révision a pour objet d’ajouter à la liste des emplois (2) « les autres fonctions suivantes », une ligne 34 rédigée comme suit :

	Famille	Liste des fonctions
34	Prise de son/Éclairage	Technicien(ne) console Pupitreur(euse)

Les dispositions du présent avenant de révision ont vocation à s’appliquer à l’ensemble des entreprises de la branche et tiennent compte des spécificités des entreprises de la branche qui sont à plus de 98 % des entreprises de moins de 50 salariés. Pour cette raison, le présent avenant de révision ne comporte pas de stipulations additionnelles spécifiques pour les seules entreprises de moins de 50 salariés.

Article 2 | **Durée de l’avenant**

Le présent avenant de révision est conclu, comme l’avenant du 6 septembre 2017 qu’il complète, pour une durée indéterminée. À l’issue d’un délai de 5 ans à compter de son entrée en vigueur, les signataires du présent avenant se réuniront afin d’évaluer l’opportunité d’une éventuelle révision.

Article 3 | **Dénonciation de l’avenant**

Le présent avenant de révision pourra être dénoncé à tout moment par l’une des parties signataires sous réserve du respect d’un préavis de 4 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à l’ensemble des autres signataires par lettre recommandée avec demande d’avis de réception. Les parties se réuniront pendant le délai de préavis pour échanger sur les possibilités de négocier un nouvel avenant de révision.

Article 4 | **Entrée en vigueur, dépôt et demande d’extension de l’avenant**

Comme le prévoient les articles L. 2231-6, D. 2231-2, L. 2261-1 et L. 2262-8 du code du travail, le présent avenant de révision sera déposé par la partie la plus diligente auprès des services du ministère chargé du travail ainsi qu’auprès du secrétariat-greffe du conseil des prud’hommes du lieu de conclusion.

En application des dispositions de l’article L. 2261-5 du code du travail, l’ensemble des parties signataires demande que cet avenant de révision fasse l’objet d’un arrêté d’extension.

Le présent avenant entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit la publication au *Journal officiel* de l’arrêté ministériel d’extension et s’appliquera à partir de cette date.

Fait à Paris, le 24 novembre 2020.

(Suivent les signatures.)